

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CRIC 5 DE LA CLD: JEUDI 15 MARS 2007

La cinquième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CRIC 5) s'est poursuivie jeudi 15 mars 2007. Le matin, les participants ont achevé le débat de la veille autour de la question des ressources financières. Ils devaient ensuite passer le reste de la journée à échanger les données et à débattre des mesures à prendre pour la mise en valeur des terres dégradées, notamment la promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et la gestion durable des terres (GDT) en particulier des eaux, des sols et de la végétation dans les régions touchées.

### MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

Le président Moore a ouvert la séance pour parachever le débat de la journée précédente autour de la question de la mobilisation et de la coordination des ressources. La Belgique a déclaré que le Mécanisme mondial (MM) est désormais en bonne voie, a fait observer que le processus de réforme du FEM est très important et a suggéré que les correspondants nationaux assistent aux réunions du FEM tenue dans leurs pays dans le cadre des préparatifs des réunions du Conseil d'administration du FEM.

La COLOMBIE a demandé une répartition équitable des ressources du FEM et a appelé à l'augmentation des fonds de l'OP 15. Le FEM a déclaré que son financement consacré à la dégradation des terres est accordé sur la base du premier venu, premier servi, mais que des efforts sont fournis pour l'établissement d'un équilibre équitable. Le représentant a précisé que seuls les projets de lutte contre la dégradation des terres, en phase avec les activités menées dans le cadre des PAN sont financés au titre de l'OP 15.

Le délégué d'ANTIGUA ET BARBUDA a posé la question de savoir si le MM est en train d'outrepasser son mandat, et BELIZE a fait part de ses réserves quant au nouveau rôle du MM, notamment dans le domaine de la création des capacités. La COLOMBIE a souligné l'utilité du soutien apporté par le MM, mais avec SAINTE LUCIE, a déploré le faible niveau des aides apportées par le MM à la région du GRULAC. Le délégué d'ANTIGUA ET BARBUDA a souhaité savoir davantage sur la manière dont le MM s'y prendra pour mobiliser les fonds au niveau national.

Le représentant du MM a répondu que leur nouvelle stratégie et leur rôle amélioré avaient été entérinés à la CdP 7 et qu'un travail est en cours pour déterminer les modalités devant encadrer leur mise en application. Il a précisé que leur mandat consiste à mobiliser plutôt des ressources importantes que de très petits montants, ajoutant que le MM n'est pas un simple organe de collecte de fonds mais qu'il travaille également pour le soutien du renforcement des capacités des pays parties. Il a également indiqué que les ressources humaines disponibles pour la région du GRULAC ont plus que doublé, récemment.

BELIZE a annoncé l'intention de la sous-région d'Amérique centrale d'élaborer un programme d'action sous-régional et un mécanisme de coordination régional. Le LESOTHO a encouragé les partenaires du développement à accroître les ressources affectées à la lutte contre la désertification. ACICAFOC, représentant un réseau d'organisations locales et autochtones d'Amérique centrale, a plaidé pour une meilleure utilisation des fonds disponi-

bles, ainsi que pour, plutôt, un investissement dans les communautés que de simples donations qui risquent de créer une dépendance.

### MISE EN VALEUR DES TERRES DEGRADEES

Le président Moore a introduit le thème du groupe de discussion sur les mesures pour la mise en valeur des terres dégradées. Le Secrétariat a rappelé que dans le cadre de la Déclaration de Bonn, sept domaines d'action ont été déterminés, dont trois ont été examinés dans des réunions précédentes du CRIC et les quatre autres seront examinés à cette session. Il a rapporté que la plupart des pays parties se sont battus pour rattacher la promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelable à la prévention de la dégradation des terres.

### GRUPE DE DISCUSSION SUR LES SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES ET RENOUEVABLES:

Anneke Trux, GTZ, a présenté des études de cas tirées des expériences du GTZ dans le rattachement de la promotion des sources d'énergie renouvelables à la lutte contre la désertification, se concentrant en particulier sur les avantages et les inconvénients des biocombustibles. Elle a présenté la CLD comme étant l'autorité internationale chargée de la gestion durable des terres et l'a encouragée à intervenir dans le débat autour des sources d'énergie renouvelable et a plaidé en faveur de l'évaluation des risques et des avantages des sources d'énergie renouvelables au service de la gestion durable des terres. Elle a suggéré que le GTII fournisse des orientations concernant le lien stratégique entre la lutte contre la désertification et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, et a encouragé l'exploration de cadres politiques appropriés pour les partenariats entre les secteurs public et privé, consacrés à la promotion des énergies renouvelables.

**Débat:** L'INDE a demandé à Trux d'élaborer sur les aspects écologiques des biocombustibles et sur les espèces les plus adaptées aux zones arides, et l'ALGERIE a souhaité en savoir davantage sur la manière d'intégrer les besoins des communautés et des petits agriculteurs dans les politiques de promotion des biocombustibles. Trux a répondu que tant les aspects positifs que les aspects négatifs de l'introduction d'une espèce, doivent être examinés avant son introduction, et a souligné le besoin d'une approche participative pour s'assurer que les intérêts des producteurs agricoles sont pris en ligne de compte.

Le délégué de DOMINIQUE a décrit l'expérimentation menée par son pays dans le domaine de l'énergie géothermique, et le LESOTHO a fait état des difficultés rencontrées dans la sélection des espèces appropriées dans les zones disposant d'une gestion communale des terres. Le BRESIL a souligné l'importance de l'amélioration de la complémentarité entre les différentes conventions, et a plaidé pour le développement de la production des biocombustibles, d'une manière socialement inclusive. Le BURKINA FASO a souhaité en savoir davantage sur la manière de s'assurer de la durabilité de l'utilisation de l'énergie renouvelable, et l'INDONESIE a souligné la nécessité de mettre au point des variétés culturales uniformes pour la production des biocombustibles en vue de réduire les coûts des récoltes et de concurrencer les autres combustibles. Trux a ajouté que la coopération peut apporter un soutien à l'innovation et à la divulgation des technologies, mais en fin de compte, la viabilité de la production à grande échelle des biocombustibles dépendra des prix sur le marché et des régula-

tions. La représentante du BURUNDI a indiqué que son pays est en train d'essayer de promouvoir les sources d'énergie renouvelables, y compris par l'abolition de la taxe sur l'énergie solaire. La Barbade a parlé des efforts fournis pour l'utilisation de l'énergie solaire et de la bagasse de canne à sucre comme sources d'énergie dans son pays. L'ERYTHREE a demandé une assistance dans le domaine des cultures nécessaires à la production du biodiesel, dans les zones arides.

Le Pakistan, au nom du G77/CHINE, a appelé à des mesures sur le terrain pour améliorer la mise en œuvre de la CLD, englobant: des initiatives visant à promouvoir des moyens de vivre sûrs dans les zones rurales; des systèmes d'information nationaux sur la gestion des ressources édaphiques, intégrant les savoirs locaux et autochtones; et un accent sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, notamment les biocombustibles, pour réduire la pression exercée sur les forêts en tant que sources d'énergie.

L'EQUATEUR a demandé une assistance dans le domaine de la conversion à l'énergie solaire en tant que substitut du bois de chauffe et de cuisson dans les zones rurales des régions arides. Le délégué a mis en garde que le défrichement de forêts pour y planter les cultures nécessaires à la production des biocombustibles provoque aussi le déboisement et la dégradation des terres. Le délégué du SALVADOR a approuvé, et a fait part de l'expérience de son pays dans les domaines du développement des sources d'énergie hydroélectrique et géothermique et de la recherche en matière d'énergie éolienne, d'énergie solaire et d'énergie marémotrice.

La représentante du PNUD a mis l'accent sur quatre débats menés dans l'arène internationale concernant les biocombustibles et portant sur: la question de savoir si la production des biocombustibles est menée à une échelle commerciale ou communautaire; la tension entre l'utilisation des terres pour la production alimentaire et leur utilisation pour la production des biocombustibles; les effets de la production des biocombustibles sur la propriété foncière; et la perte de pelouses saines au profit de la production des biocombustibles. Elle a rapporté que le Partenariat mondial pour la bioénergie est en train d'élaborer les lignes directrices devant encadrer la durabilité des bioénergies, qui seront mis à disposition à la quinzième session de la Commission du développement durable en mai 2007.

Le délégué du PEROU a décrit l'expérience de son pays dans le domaine des énergies solaire, éolienne, géothermique et marémotrice. Il a souligné que son pays est en train d'essayer d'utiliser les terres déboisées pour la production des biocombustibles et qu'il a choisi d'impliquer le secteur privé dans la production des biocombustibles. Le SAINT SIEGE a mis en garde que la production des biocombustibles devrait être destinée à l'usage local et non à l'export. Le délégué du KAZAKHSTAN a déclaré que bien que son pays dispose de grandes ressources d'hydrocarbures, le gouvernement est en train de développer une stratégie pour l'énergie renouvelable, englobant la production du bioéthanol destiné à être exporté en Suède.

La FAO a donné un aperçu de la Plate-forme internationale pour la bioénergie, et a fait part de sa volonté d'aider les parties à en savoir davantage sur la bioénergie. Le représentant a mis en garde que la compétition entre les différentes utilisations des terres va s'accroître avec le temps et a suggéré que la CLD pourrait être utile au traitement de la réforme des réglementations régissant les biens et services tirés des terres.

#### **GROUPE DE DISCUSSION SUR LA GESTION**

**DURABLE DES TERRES:** Le secrétariat a introduit le thème de la gestion durable de l'utilisation des terres, en particulier des eaux des sols et de la végétation, dans les régions touchées.

Mevlut Duzgun, Turquie, a présenté un exposé sur les causes et effets de la dégradation des terres, sur les expériences vécues par la Turquie dans le traitement du problème, et sur les critères régissant l'utilisation durable des terres et la mise en valeur des sols dégradés dans la région Nord Méditerranée. Il a décrit les principales causes de la dégradation dans la région, notamment: la fragilité de la végétation naturelle; les modes non durables d'utilisation des terres; les pratiques inappropriées de gestion des eaux et des sols; et le déboisement et les feux forestiers. Il a parlé aussi de la relation entre la mise en valeur des terres et la gestion des bassins versants et a décrit des principaux outils et mécanismes utilisés dans la GDT dans son pays: les réglementations; l'implication des ONG et autres parties prenantes; la mise en valeur des forêts et la création de forêts; les mesures de contrôle de l'érosion des sols; et l'amélioration des pâturages.

Ramón Cardoza, Mexique, a signalé que 40% des 200 millions d'hectares de terres de son pays sont dégradés. Il a présenté les efforts fournis dans le cadre de la GDT du Mexique, notamment:

l'élaboration de 11 programmes fédéraux; l'organisation de cours de formation pour les communautés rurales; l'adoption d'une gestion intégrée des bassins versants; la promotion du captage des eaux de pluie; le transfert des bonnes pratiques; l'utilisation des savoirs traditionnels; la production et la distribution d'un manuel de la GDT; et l'intégration de la GDT dans le programme universitaire. Il a également indiqué que son pays a intégré la GDT avec les programmes d'éradication de la pauvreté et de développement.

Uladzimir Sauchanka, Biélorussie, a présenté le programme de six ans mis en place dans son pays pour la restauration et le développement des zones rurales, soulignant la nécessité de la planification et de l'aménagement du territoire et gardant à l'esprit les intérêts de la population, en particulier lorsqu'un changement fondamental est requis dans la pratique agricole. Il a indiqué que 21% du territoire biélorusse restent inutilisables à cause de l'accident nucléaire de Tchernobyl, avec 1,3 million d'êtres humains vivant sur des terres partiellement contaminées. Il a qualifié le programme des petits crédits du FEM d'outil valide pour aider les communautés à ôter les barrières posées à la GDT.

Jack Wilkinson, Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), a lancé aux délégués un appel émouvant pour la prise en considération de la marge de profit des agriculteurs en tant que principal moteur de la GDL, et pour l'engagement des agriculteurs dans le processus de réalisation des changements fondamentaux nécessaires à introduire dans les pratiques agricoles pour faire face à la désertification et aux effets des changements climatiques.

Appelant à "davantage de rendement pour chaque goutte d'eau" dans l'agriculture des zones arides, il a accueilli avec satisfaction les nouvelles opportunités en perspective, comme les techniques douces et la production des biocombustibles.

**Débat:** Le BOTSWANA a souligné que ce sont plutôt les moyens que la volonté qui font défaut dans les communautés africaines pauvres pour entreprendre la mise en valeur des terres, et a demandé des conseils sur la mise en place d'initiatives réalistes à court terme capables de faire démarrer la réhabilitation des terres dans chaque région pauvre. Le PAKISTAN a présenté un rapport sur le projet conjoint PNUD/FEM pour la lutte contre la désertification dans son pays à travers l'utilisation de cultures résistant à la sécheresse, la gestion du cheptel, la conservation des eaux et des sols et le reboisement. Le GUATEMALA a souligné la nécessité de politiques harmonisées entre les institutions environnementales, agricoles et forestières. Le BRÉSIL a déclaré que l'accroissement des cultures destinées à la production des biocombustibles aide au maintien de la stabilité des prix des produits alimentaires et offre l'occasion d'améliorer le revenu dans les zones rurales.

Le CHILI a suggéré l'existence d'un lien éventuel entre la mise en valeur des terres et l'inversement du déclin des taux de précipitation, et a proposé que le FIPA intègre la lutte contre la désertification et la sécheresse dans ses stratégies et objectifs à travers, par exemple, un accord avec la CLD. Répondant à une question posée par la Communauté européenne sur la proportion mondiale d'agriculteurs parvenant à placer leurs produits sur le marché international, Wilkinson a déclaré que l'introduction de réformes dans le commerce international ne saurait, à elle seule, accroître l'accès au marché, mais que les problèmes tels que ceux posés dans les domaines du transport et de l'infrastructure doivent également être traités.

La SUISSE a fait observer que les agriculteurs sont les gestionnaires de première ligne des ressources naturelles et a souligné les liens entre la génération de revenus de la production agricole, la capacité des agriculteurs à investir dans les ressources naturelles et la désertification.

#### **DANS LES COULOIRS**

Dans les allées de La Rural, plusieurs délégués ont été entendus évoquant l'appel lancé le jour d'ouverture de la réunion, par le secrétaire exécutif pour faire passer la CLD de la phase de détermination de la situation à l'action, et faisant remarquer que 10 années de conscientisation, l'élaboration de PAN et l'établissement d'OCB ont eu lieu et qu'il est désormais temps d'entreprendre un travail de fond pour faire face à la dégradation des terres "sur le terrain". Quelques délégués en étaient à se demander si la CRIC 5 n'était pas, à cet égard, en train de faire la moitié du travail seulement. La plénière a passé la journée à traiter deux domaines d'action stratégiques, que de nombreux délégués ont trouvés très intéressants. Certains ont posé la question de savoir où on en était dans l'examen de la mise en œuvre et si les groupes de discussion n'étaient pas en train de dévier l'attention loin de la principale tâche du CRIC qui consiste en l'évaluation de la mise en œuvre de la CLD par les parties.